

505LH531117

911h

(19h1, h3, h9)

RèglementsUnification des modalités de règlement des frais de transport des envois effectués par les Administrations publiques.

Dépêche du M. à l'Economie Nationale	11. 7.41	(manqué)
Lettre S.N.C.F au M. de l'Economie Nle	12. 9.41	
Lettre SNCF au M. des Finances	21. 4.43	
Dépêche du M. des Finances à la S.N.C.F.	23. 8.43	

Intérêts moratoires

Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	25. 8.41	manqué
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	2.10.41	
(s) C.A.	27. 4.49	12 VIII

Unification des modalités de règlement des frais de transports des envois effectués par les Administrations publiques.

Unification des modalités de règlement des
frais de transports des administrations publiques

Suppression des intérêts moratoires (refus)

Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	25. 8.41	<i>unif</i>		
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	3.10.41			
(s) C.A.	27. 4.49	12	VIII	

d'Administration du 27 avril 1949

QUESTION VIII - Rapport n°2 du Comité des Comptes Hors-
Budget et délégation de pouvoirs en ma-
tière d'avances et de prêts.

p. 12

Rapports avec les Administrations
Maintien des intérêts moratoires.

.....

M. BLOCH-LAINE croit inutile d'exposer au Conseil les explications détaillées que celui-ci trouvera dans le Rapport relativement à chacun de ces comptes. Il se bornera donc à attirer son attention sur les principales observations ou suggestions présentées par le Comité.

A - Ce dernier émet, tout d'abord, trois suggestions de portée assez générale :

.....

c) enfin, le Comité estime opportun de maintenir dans les contrats avec les Administrations Publiques, quel qu'en soit l'objet, la stipulation d'intérêts moratoires en cas de retard dans les règlements, cette mesure apparaissant, en tout état de cause, conforme aux principes d'une saine gestion, même lorsque la trésorerie des deux parties est assurée en fait par le Trésor Public.

.....

Le Conseil prend acte du Rapport qui lui est soumis et en approuve les conclusions.....

Extrait du Rapport n° 2 présenté par
le Comité des Comptes Hors Budget

Maintien des intérêts moratoires dans les contrats
passés avec des Administrations Publiques

P. 55 et suivantes

§ 3 - Questions diverses

.....

Comme il a été indiqué dans le préambule de ce rapport, le Comité a été amené à examiner certaines propositions des Services relatives à l'ouverture, l'apurement ou le regroupement de divers comptes.....

.....

Enfin, il a été conduit à procéder à un examen d'ensemble sur la question des intérêts moratoires dans les relations avec les Administrations publiques.

.....

3°) Stipulation d'intérêts moratoires dans les relations de la S.N.C.F. avec les Administrations Publiques.

Il résulte de l'étude d'ensemble présentée sur cette question par le Service de la Comptabilité Générale et des Finances que des instructions en date de 1944 prescrivent, d'une manière générale, la stipulation d'intérêts moratoires au taux d'escompte de la Banque majoré de 1%,- c'est-à-dire au taux d'intérêt applicable aux avances de trésorerie consenties par le Trésor Public à la S.N.C.F., - dans tous les contrats passés par celle-ci avec les Ministères ou Administrations Publiques.

En fait, ces instructions n'ont reçu application qu'en ce qui concerne les contrats relatifs à des transports.

Pour les autres prestations, les Administrations se sont refusées à accepter une telle clause, en invoquant deux arguments :

- d'une part, la S.N.C.F. peut se trouver elle-même en position débitrice et la clause en question exigerait une réciprocité;

- d'autre part, cette clause nécessiterait l'ouverture de crédits supplémentaires spéciaux dont le vote par le Parlement susciterait des difficultés.

Ces arguments ne sont pas irréfutables :

- Il va de soi que, si la S.N.C.F. exigeait des intérêts moratoires, elle devrait accepter elle-même d'en supporter au cas où elle serait débitrice, observation étant, toutefois, faite que le versement d'un acompte ou d'une provision, même excédant la somme réellement due, ne constitue le bénéficiaire débiteur de cet excédent qu'à partir du moment où le décompte exact lui est notifié. Mais cette stipulation réciproque serait, en définitive, à l'avantage du débiteur le plus ponctuel et ne pourrait donc que constituer une saine émulation.

- Quant à la répugnance probable du Parlement à voter des crédits supplémentaires pour intérêts moratoires, elle ne saurait également que constituer un stimulant efficace pour les Administrations pour les encourager à s'acquitter à bonne date.

Le seul argument que l'on pourrait, semble-t-il, valablement invoquer à l'encontre de la stipulation d'intérêts moratoires est que, dans le cas particulier de la S.N.C.F. et eu égard aux relations financières existant entre elle et l'Etat, une telle stipulation présenterait un caractère quelque peu abusif, l'Etat assurant lui-même la couverture du déficit de la S.N.C.F. et lui consentant, en outre, en cas de besoin, des avances de trésorerie.

Mais, après échange de vues, le Comité estime que cette objection peut être écartée, la stipulation d'intérêts moratoires dans les relations entre l'Etat et la S.N.C.F. n'ayant d'autre objet que d'inciter les débiteurs respectifs à s'acquitter ponctuellement de leurs obligations et apparaissant, à ce titre, comme une mesure de saine gestion financière dont l'Etat lui-même doit, en définitive, retirer le bénéfice.

Il émet donc l'avis qu'il convient de maintenir la décision de principe, d'après laquelle tout nouveau contrat passé avec une Administration Publique, quel qu'en soit l'objet, doit prévoir des intérêts moratoires en cas de retard de paiement.

Le Président :

MICHEL

Les Membres du Comité :

BLOCH-LAINE
OURADOU.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 7 octobre 1941.

94320-1
94.2956

- C O P I E -

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 25 août dernier, vous avez bien voulu me faire part de deux observations formulées par M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances au sujet de projets de traités ou d'avenants relatifs à la délivrance de facilités de circulation accordées à diverses administrations publiques.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que nous n'avons aucune objection à ne pas faire figurer dans le traité à passer avec le Secrétariat d'Etat à l'Agriculture les cartes à demi-tarif qui nous avaient été demandées pour les deux Directeurs adjoints de l'Agriculture.

Ainsi qu'il est fait observer, ces cartes sont, en effet, décomptées au plein tarif commercial et tout service a latitude d'obtenir des prestations à ce tarif.

M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances demande, par ailleurs, que nous abandonnions, pour tous les contrats, la clause relative au versement d'intérêts moratoires en cas de retard dans le paiement des échéances.

Permettez-moi, Monsieur le Ministre, d'attirer votre attention sur le fait que nos tarifs sont établis sur la base du paiement au comptant et que, par suite, la suppression de la clause dont il s'agit ne saurait être envisagée sans qu'il en résulte pour notre Société un préjudice certain. Nous n'apercevons pas, pour notre part, quelles raisons justifieraient que notre trésorerie soit appelée à supporter l'incidence des retards apportés dans les règlements. Une telle surcharge serait d'autant moins équitable qu'un intérêt

.....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications - Direction Générale des Transports - Service Economique - 1^{er} Bureau.-

nous est imposé à nous-mêmes par le Trésor lorsqu'il nous consent des avances.

Aussi bien, par lettre du 16 octobre 1939, l'un de vos prédécesseurs nous a-t-il donné son accord pour que des intérêts moratoires soient prévus dans tous les marchés de travaux exécutés par la S.N.C.F. pour le compte des services publics, des collectivités et des particuliers. Cette décision n'a jamais été remise en cause depuis lors et il ne saurait être question pour nous de cesser de nous y tenir. Mais on peut se demander dans quelle mesure nous serions fondés à continuer à l'appliquer si la clause devait être abandonnée pour d'autres catégories de conventions.

C'est un fait, enfin, que la clause d'intérêts moratoires se trouve inscrite dans les contrats conclus par nous jusqu'à ce jour aussi bien avec les administrations publiques qu'avec nos entrepreneurs et nos fournisseurs. Elle figure notamment dans le traité du 25 mai 1939 avec les Ministères de la Guerre, de la Marine et de l'Air pour l'exécution des transports ordinaires de ces Ministères; dans la Convention du 30 décembre 1940 avec le Directeur de l'Institut géographique national pour les transports de marchandises; dans celles des 20 février, 4 et 17 juin 1941 avec M.M. les Secrétaires d'Etat à la Production Industrielle, du Ravitaillement, à l'Education Nationale et à la Jeunesse pour les mêmes transports et pour ceux du personnel des Chantiers de la Jeunesse. La même clause est inscrite dans l'arrêté du 15 septembre 1940 signé par M. le Ministre des Finances et M. le Secrétaire d'Etat aux Communications relatif à la taxation des transports de militaires ou marins voyageant en unités constituées.

A la faveur de ces diverses considérations, je vous serais obligé de vouloir bien demander à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances de reconsidérer la question, en insistant sur l'importance que nous attacherions à ce que les projets de traités actuellement en instance d'approbation dans ses Services soient approuvés sans modifications sur ce point.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Unification des modalités de règlement
des frais de transport des Administration publiques

Unification des modalités de règlement

Dépêche du M. des Finances	11. 7.41	<i>unif</i>
Réponse de la S.N.C.F.	12. 9.41	
Lettre S.N.C.F. au M.F.	21. 4.43	
Dépêche du M.F. à la SNCF	23. 8.43	

MINISTRE DE L'ECONOMIE
NATIONALE ET DES FINANCES

Direction de l'Economie Générale

Paris, le 23 août 1943

Groupe III/1
Transports
n° 12387

C O P I E

(1) Copie de cette lettre a
été distribuée le 5 mai 1943

Monsieur le Président,

Par lettre en date du 21 avril 1943 (1), vous avez bien voulu proposer à mon approbation, une nouvelle formule de clause-type à insérer obligatoirement dans les Conventions passées entre la Société Nationale des Chemins de fer et les différentes Administrations publiques et relatives aux conditions de règlement des frais des transports effectués pour le compte de celles-ci.

Cette formule serait la suivante : "Règlement de la totalité de la créance, en un seul fois, dans les 45 jours qui suivent la présentation. Intérêt moratoire après ce délai".

Vous souligniez que ces dispositions sont plus libérales que celles actuellement proposées aux Services publics qui prévoient le paiement, dans les 10 jours de la présentation, d'un acompte des 5/6èmes du montant de la créance de la S.N.C.F. et le règlement du solde dans un délai de 30 jours.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la nouvelle formule envisagée ne soulève pas d'objection de ma part.

J. tiens cependant à vous signaler que si, d'une manière générale, le délai de 45 jours paraît suffisant pour permettre aux Administrations de procéder à la liquidation des frais des transports effectués pour leur compte par la S.N.C.F. il sera peut-être nécessaire d'admettre des dérogations dans certains cas particuliers.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

P. le Ministre et par délégation,
Le Conseiller d'Etat,
Secrétaire Général pour les Affaires Economiques,

Signé : signature.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration,

Paris, le 21 avril 1943

560 - 40

C O P I E

536.62

42.119

(1) Copie de cette lettre a été
distribuée le 13 septembre 1941.

Monsieur le Ministre,

Par dépêche Direction de l'Economie Générale - Transports
n° 02853 du 11 juillet 1941, vous avez bien voulu attirer mon atten-
tion sur l'intérêt qu'il y aurait à unifier, en ce qui concerne les
conditions de règlement des frais de transport, les diverses Conven-
tions passées entre la Société Nationale et les différentes Admi-
nistrations publiques.

Par lettre 536.49 du 12 septembre 1941,⁽¹⁾ je vous ai exposé
41.942
les raisons pour lesquelles les modalités particulières de règle-
ment avaient été prévues pour certaines Administrations. En même
temps, je proposais à votre approbation un projet de clause-type
qui serait inséré obligatoirement dans toutes les Conventions en
cause.

Cette clause-type prévoyait les règles suivantes :

- présentation des créances dans le délai d'un mois à compter du
dernier jour du mois pendant lequel les transports ont été exé-
cutés ;
- paiement dans les 10 jours d'un acompte égal aux 5/6èmes du mon-
tant des titres de créance ;
- règlement du solde dans un délai de 30 jours à courir du dépôt
des titres de créance ;
- perception d'intérêts moratoires à partir de l'expiration du
délai de 30 jours.

Or, le Ministère de l'Intérieur à qui, à l'occasion d'un
projet de Convention relatif aux transports de police, nous avions

.....

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie
Nationale et aux Finances - Direction de l'Economie
Générale - PARIS -

proposé l'adoption de cette clause-type, vient de nous faire savoir qu'à son avis les modalités prévues seraient d'une application difficile et qu'elles lui paraissaient incompatibles avec les délais inévitables qu'entraîne le règlement des créances publiques.

Dans ces conditions, nous envisageons de proposer au Ministère de l'Intérieur la formule suivante :

"Règlement de la totalité de la créance, en une seule fois dans les 45 jours qui suivent la présentation. Intérêt moratoire après ce délai".

Il nous serait certainement facile d'obtenir l'accord de toutes les Administrations sur cette formule qui est plus libérale que la plupart de celles qui figurent dans les Conventions actuellement en vigueur.

J'ai donc l'honneur de vous demander si elle recueille votre agrément et si nous pouvons l'introduire dans toutes les Conventions présentes et à venir à passer par la Société Nationale avec les Administrations publiques.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : Fournier.

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 12 septembre 1941

560-40

C O P I E

336-49

41-942

Monsieur le Ministre,

Par lettre n° 02853 du 11 juillet 1941, vous avez bien voulu attirer notre attention sur les différences notables que présentent entre elles les modalités de règlement des frais de transport qui sont fixées par les Conventions passées entre les diverses administrations publiques et la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que toutes les conventions dont il s'agit ont pour objet essentiel d'autoriser les Administrations qui en bénéficient à régler périodiquement le montant des frais de transport qui grèvent les envois effectués pour leur compte. Ainsi sont évitées, à ces Administrations, les sujétions que représente le paiement au comptant qui est la règle de la S.N.C.F.

Quant aux modalités suivant lesquelles doivent être effectués ces règlements, notre Société a fixé, en principe, les règles suivantes :

- présentation des créances dans le délai d'un mois à compter du dernier jour du mois pendant lequel les transports ont été exécutés ;
- paiement dans les 10 jours d'un acompte égal aux 5/6èmes du montant des titres de créance ;
- règlement du solde dans un délai de 30 jours à courir du dépôt des titres de créance ;
- perception d'intérêts moratoires à partir de l'expiration du délai de 30 jours.

Ce régime a, de fait, été accepté sans modification par le Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle.

.....

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale
et aux Finances - Groupe III/I Transports - PARIS

Par contre, d'autres administrations, le Secrétariat d'Etat à l'Interieur, l'Institut Geographique National, le Secrétariat d'Etat à l'Agriculture ont insisté, au cours des négociations auxquelles a donné lieu l'élaboration des projets de conventions, pour que des aménagements soient apportés aux règles ainsi arrêtées. C'est ainsi, notamment, que l'Institut Géographique National a préféré prévoir qu'il s'acquitterait intégralement dans les vingt jours et que le Secrétariat d'Etat à l'Agriculture a demandé que le délai de règlement du solde soit porté à deux mois.

Il nous était difficile, vous le reconnaîtrez sans doute, de nous faire nous-mêmes juges des circonstances particulières invoquées dans chaque cas et, dans un esprit de conciliation, nous avons accepté les dérogations que vous avez relevées dans les conventions.

Ainsi seulement s'expliquent les différences qui ont retenu votre attention. J'ajouterai que vos services ont été régulièrement tenus au courant de nos négociations et ont reçu, en leur temps, communication des correspondances échangées.

Mais il va de soi que nous ne verrions, quant à nous, que des avantages à ce que, en vue d'unifier les conditions de règlement, il soit désormais prévu, une fois pour toutes, que la clause-type rappelée plus haut sera obligatoirement insérée dans tous les contrats.

Nous n'aurions, d'autre part, aucune objection à proposer aux Administrations intéressées la conclusion d'avenants modifiant en conséquence les conventions en vigueur.

En vue de nous permettre, le cas échéant, d'agir en ce sens, je vous serais obligé de vouloir bien me tenir informé de votre décision.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.